

POUR L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC

Revue mensuelle
du SNUEP-FSU

Syndicat National Unitaire
de l'Enseignement Professionnel



d'autres couleurs pour l'enseignement professionnel

DÉFENDONS LA VOIE PROFESSIONNELLE TERTIAIRE EXIGEONS LE MAINTIEN DES DIPLÔMES DE NIVEAU V !

Le récent rapport de l'Inspection Générale* sur l'offre de formation de niveau V (CAP-BEP) dans le tertiaire administratif en direction du Ministre de l'Éducation :

- ne correspond pas à la réalité du terrain
- manifeste un profond mépris à l'égard des collègues et des élèves de ces sections.

Le Snuep ne peut s'inscrire dans cette logique libérale qui vise à remettre en cause les formations du Service Public et proteste contre les accusations d'incompétence portées à l'égard des PLP.

* n° 2003-092 de novembre 2003

Le Snuep ne conteste pas les difficultés d'insertion rencontrées par les jeunes titulaires d'un diplôme de niveau V (CAP-BEP) mais cela ne saurait servir d'argument pour réclamer une réorganisation des enseignements tertiaires visant à faire disparaître, à terme, les BEP métiers du Secrétariat et de la Comptabilité et à lui substituer un cycle de détermination « Services aux entreprises ».

Le maintien d'un diplôme de niveau V permet, comme le mentionne le CEREQ, une meilleure insertion de ces jeunes et est de nature à remotiver une partie des élèves issue d'un collège « peu diversifié » pour accéder à un diplôme professionnel supérieur.

Le rapport de l'inspection générale s'inscrit-il dans la logique de la mise en place du « fameux » baccalauréat professionnel en trois ans après la classe de troisième ?

Dans une période d'insécurité sociale et de difficultés d'insertion, les familles ont toujours souhaité un projet professionnel disposant de paliers de formation débouchant sur une première formation et pouvant permettre la poursuite d'études ou l'insertion dans la vie active.

Le BEP doit s'inscrire dans ce schéma et rester un cycle préparatoire au Baccalauréat Professionnel.

Dans le domaine de l'emploi, il est aujourd'hui incontestable que des emplois étiquetés « non qualifiés » sont cependant occupés par des jeunes diplômés, or le rapport de l'Inspection ne reconnaît pas cette évidence.

Ce rapport est une attaque sans précédent des Professeurs de Lycée Professionnel du secteur tertiaire. Il ne reconnaît en aucune façon les efforts entrepris par nos collègues depuis de nombreuses années pour accompagner avec succès les mutations des Techniques d'Information et de Communication de leur secteur.

Le SNUEP-FSU, Syndicat National Unitaire de l'Enseignement Professionnel de la FSU, a réuni, lors d'un stage spécifique au siège national, le 25 mars 2004, un groupe de réflexion afin de débattre sur l'évolution du secteur tertiaire et d'intégrer des propositions nouvelles dans son projet éducatif. C'est aussi le sens que nous avons donné à notre dernière audience ministérielle.

Mais rien ne se fera sans les personnels.

Tous ensemble, et sans s'opposer à des évolutions nécessaires, proposons des solutions au sein du service public. Au moment où chacun intègre que le développement du concept « d'Éducation tout au long de la vie » nécessite des acquis initiaux incontestables, comment pourrions nous effacer d'un seul trait un premier niveau de qualification ?



Le SNUEP-FSU refuse qu'une frange de la jeunesse soit condamnée à rester sans qualification professionnelle reconnue et validée.

RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

Le groupe de travail, réuni le 25 mars 2004 au siège du SNUEP-FSU à Paris, était composé de 30 collègues PLP (15 Compta-bureautique, 10 Com-bureautique, 2 Vente et 3 Maths-sciences).

La réflexion a été menée dans 2 commissions :

- Étude du rapport de l'IGEN et propositions pour améliorer les contenus des enseignements, l'orientation et les relations avec les entreprises.
- Évolution des diplômes en fonction des évolutions des métiers

Compte-rendu de la 1^{re} commission : Franck Feras - Sylvianne Durant

Le rapport de l'IGEN préconise la suppression des filières et diplômes BEP Métiers de la Comptabilité et du Secrétariat au profit d'un autre type de filière, qualifiée de cycle de détermination professionnel.

Les motifs invoqués sont aussi variés que fallacieux :

- manque de motivation des élèves face à des enseignements « déprofessionnalisés »,
- peu de débouchés pour les diplômés sur le marché du travail et peu de possibilités d'orientation post BEP,
- qualification désuète et formation continue quasi inexistante des personnels enseignants.

La nouvelle structure, non diplômante, permettrait l'accès à des études de niveau Bac (Pro ou STT) après 1 et/ou 2 ans. Elle inverserait le principe du diplôme permettant l'accès à l'emploi en ne proposant la certification de niveau V (BEP ou CAP) qu'à travers la Validation des Acquis de l'Expérience, nécessitant d'être déjà employé !

Certains points de ce rapport semblent, parfois, plus que pertinents : réduction des horaires d'enseignement due à l'introduction des PPCP et de l'ECJS, impossibilité de réaliser des PPCP crédibles en BEP Compta., insuffisance et incohérence des cartes de formation, nécessité de passerelles entre les BEP et les Bac Techno, tout comme entre les Bac Pro et les BTS, etc. Mais il dénote surtout l'attitude, *parfois méprisante* de certains inspecteurs à l'égard des enseignants. Sans suspecter l'IGEN de vouloir faire du jéunisme déplacé, elle considère que les professeurs sont vieillissants, perclus d'anciennes et mauvaises habitudes, qu'ils refusent de se remettre en question, vivent à l'écart de toutes les évolutions technologiques, voire d'être très proches de l'incompétence, notamment en Eco/Droit et TICE.

Ce mépris se manifeste aussi à l'égard de nos élèves, pas loin d'être considérés comme des « sauvages » pour qui l'accès à la culture n'est permis qu'à travers une simplification extrême.

Non contente de ces élucubrations, l'IGEN n'est pas loin d'avouer son incompétence à appréhender le secteur tertiaire du monde de l'entreprise. Du moins avoue-t-elle ouvertement ne pas pouvoir s'y livrer à de la prospective.

Dans ce cadre, comment affirmer que la solution qu'elle propose soit la bonne ?

On peut légitimement affirmer que ce ne sont pas les PLP qui sont responsables de la situation actuelle de



ces sections. En effet, l'IGEN fait, dans ce rapport, le constat de l'échec d'une politique souvent imputable au Ministère lui-même et s'inscrivant plus généralement dans le cadre d'une soumission quasi-totale de l'Enseignement Professionnel au marché du travail.

En préambule des propositions, il est très important de déterminer ce que nous souhaitons : former des jeunes « presse-bouton, robot » ou des citoyens au sens noble du terme ?

LES CONTENUS : Les revoir, entraîne la refonte des référentiels.

Beaucoup de collègues semblent constater une baisse de niveau générale due en particulier : à des lacunes sérieuses dans les enseignements fondamentaux (baisse des horaires), à une faible motivation qui n'incite pas à la concentration ni au travail et à un absentéisme croissant (l'élève est consommateur).

... Et pourtant le travail s'est complexifié, les outils utilisés facilement par les élèves sont de plus en plus sophistiqués.

Nous proposons, afin de remobiliser les élèves :

- de ne pas attendre 3 ans pour les élèves en difficulté ou en « désintérêt scolaire » en collège pour leur présenter des contenus professionnels ce qui permettrait de « reprofessionnaliser » les BEP, de faire de la pratique dès l'arrivée au LP (donner du contenu) ;
- de travailler sur le savoir être (règles de vie) afin que ces élèves retrouvent une socialisation et l'estime d'eux mêmes ;
- de se battre pour renforcer les bases des enseignements fondamentaux afin de mieux appréhender les matières d'enseignement professionnel. Il faut savoir, de façon

habile, doser entre Enseignement Professionnel et Enseignement Général afin qu'il y ait symbiose et non redites qui ennuiet les élèves.

L'ORIENTATION/PROMOTION : afin de lui donner une dynamique, nous proposons :

- un travail à faire auprès des professeurs de collège (immersion des profs de collège, lycée, LP -avant les commissions de fin de 3^e) ;
- une démarche institutionnelle et syndicale ;
- de prévoir pour les élèves de collège des « stages » qui ne seront pas que d'observation au fond de la classe mais leur permettront de mieux appréhender le contenu professionnel ;
- de récolter dans les collèges des témoignages de nos élèves ;
- de créer des plaquettes d'établissements faites par les élèves « à porter » dans les collèges et à argumenter ;
- d'organiser des Portes ouvertes « vivantes » ;
- de collaborer avec les co-psy ;
- d'utiliser tous les supports « gratuits » communaux, régionaux, communiqués de presse avec photos, etc. *pour diffuser les expériences positives vécues dans nos formations*

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES :

Nos élèves étant peu mobiles, ils rencontrent des difficultés pour trouver des stages qui, plus est, sont de qualités inégales. **Nous proposons :**

- de développer un partenariat de coopération, ce qui nécessite une information des tuteurs AVANT et APRES les stages (suivi, relationnel, grilles d'évaluation) ;
- de généraliser un court stage d'immersion en début d'année ce qui aurait l'avantage de faire une coupure nette avec les structures du collège, de « sentir le terrain » et de déclencher la motivation en rassurant l'élève (*on va faire autre chose !*) ;
- de limiter à 3 semaines les stages en 1^e année.

Compte-rendu de la 2^e commission : Françoise Bonnet - Martine Teissier

COMMENT EVOLUENT LES PROFESSIONS DU TERTIAIRE ?

Quelles seraient les besoins en formation pour l'avenir ?

Formations qualifiantes (CAP-BEP-BAC) ?

Réalité du rapport sur les emplois non qualifiés ?

Il existe un nombre important d'emplois peu qualifiés / ou avec une qualification peu reconnue.

Comment faire évoluer la profession et ces emplois là, quelle est la demande ?

Comment faire que les entreprises reconnaissent une valeur au BEP ?

Comment faire en sorte que les élèves en difficulté puissent trouver un emploi avec seulement le BEP sachant qu'ils n'ont



pas forcément les capacités à poursuivre en Bac Pro puis en BTS ?

A partir de ces constats nous avons formulé plusieurs **propositions** afin de permettre à nos élèves de mieux vivre leur scolarité en LP et de trouver des solutions prenant en compte tous les cycles du BEP au BAC PRO.

- Mettre en place pour la 1^e année de BEP un tronc commun tertiaire administratif avec ensuite la possibilité, soit de préparer un CAP 2 ans spécialisé pour lutter contre la précarité ou déqualification d'élèves quittant la voie scolaire trop tôt, soit d'intégrer une Terminale BEP qui serait la voie vers un BAC PRO ?

Ce tronc commun pourrait être une année de remédiation avec des classes de 25 élèves maximum pour éviter les regroupements de plus de 30 élèves et qui permettrait de renforcer une culture générale et de faire découvrir les champs professionnels.

- Envisager une polyvalence en 1^e année puis une spécialisation en Terminale ?
- Etablir un questionnaire que nous demanderions aux tuteurs de remplir et que nous ajouterions à une compilation des annotations souvent très favorables à la formation BAC PRO.
- Ne pas cantonner les BEP, ainsi que les initiateurs du projet de rénovation le proposent, à des tâches répétitives de saisie.
- Permettre aux élèves de lycée professionnel de poursuivre des études : actuellement ils sont 7 % à continuer en BTS en alternance et 15 % en formation initiale.
- Généraliser les aménagements possibles en 1^{ère} année de BTS ou les remises à niveau dans certaines matières.
- Réaliser un travail important sur la motivation et sur l'image et sur la perception du LP auprès des collègues de collège.

Le LP n'est pas une « voie de garage ».

- Mettre en valeur la pédagogie développée en LP et qui permet dans une très large majorité de remotiver les élèves, de les revaloriser et de faire connaître les formations de BEP.

Sommaire

P. 1 : Edito

P. 2-3 : Réflexions et propositions

P. 4 : Témoignages

TÉMOIGNAGES

PAROLES DE MAITRE DE STAGE

Lorsque Laetitia, élève au lycée professionnel Le Mans Sud, a fait acte de candidature pour faire ses stages en mon agence, je me suis d'abord demandé ce que nous pourrions faire ensemble à partir du bagage professionnel que je soupçonnais alors en inadéquation avec notre activité d'assurance.

Laetitia a su vendre et argumenter pour me convaincre de la prendre au sein de notre agence.

Je n'ai pas eu à regretter ce choix, bien au contraire.

Bien que débutante dans son métier, Laetitia a été pratiquement immédiatement opérationnelle dans des actions téléphoniques (Qualification de fichier client).

Ses bonnes bases en informatique de gestion (Excel et Word essentiellement) lui ont permis d'être immédiatement à l'aise avec Outlook qui gère en notre agence le planning de chacun. Elle a, sans aucun problème, réalisé de petites applications sous Excel, bien pratiques pour aider le personnel de l'agence, et rédigé des courriers de réponse pour nos clients.

Respectueuse des horaires, de ses collègues de travail et des clients passants à l'agence, Laetitia nous a démontré que toutes les bases d'un bon comportement commercial étaient en place. J'ai compris plus tard en visitant votre établissement à l'occasion des Portes Ouvertes que cela ne tenait pas totalement du hasard...

Bravo pour cet excellent travail et continuez à nous former la relève.

Sablé le 26 avril 2004

Michel PILLAULT, Agent Général d'Assurance

PAROLES DE PROFS....

... Mais... pour qui « travaille » l'IGEN ?

Les formations tertiaires concernent près d'1/3 des élèves de BEP ? Formations assurées essentiellement en formation initiale et quasiment absent de l'apprentissage !!! Avez-vous compris ?

12 académies sur 31 sont représentées, est-ce représentatif pour formuler une appréciation globale ?

Selon les charmants inspecteurs, la formation initiale et continue des professeurs serait insuffisante ou inadaptée ... mais qui sont les responsables en charge de ces secteurs ? Ne feraient-ils pas leur travail correctement ?

Que dire des réductions drastiques depuis 5 ans alors que les études prospectives établissent un fort développement des besoins en emplois dans le tertiaire d'ici 2010 (augmentation supérieure à 12 % des emplois voire 20 % pour les métiers du tertiaire).

Alors où veut-on en venir... ?

Suppressions de sections = suppressions de postes !

Le privé aura la voie libre pour ré-ouvrir en alternance...

Béatrice GAUTHIER

● Informer les collégiens pour une meilleure orientation

Dans mon lycée (Evariste-Galois, Noisy-le-Grand), il existe un système qui ne fonctionne pas si mal : c'est le système des ambassadeurs.

A la fin du 2^e trimestre, 2 élèves volontaires de 2^e retournent dans leur collège d'origine et présentent à leurs camarades de 3^e, leur formation, travaux de l'année à l'appui.

Plus tard les collégiens, mais aussi des élèves de 2^e général en mal de réorientation, sont accueillis pendant 1 journée pour voir comment ça se passe.



● L'organisation de la rentrée scolaire (2^e MC-MS)

1^{er} jour : distribution de leur emploi du temps pour les 3 jours à venir + l'emploi du temps de l'année + une fiche information traditionnelle que seul le prof principal fait remplir -photo demandée. Cette fiche « suivra » l'élève toute l'année.

Les 3 jours suivants : fonctionnement en 3 ateliers : • objectifs de la formation et l'orientation, • entretien individuel, présentation mutuelle et • l'entrée en seconde.

Un atelier « visite d'entreprises » serait envisageable mais sa mise en place impose d'énormes contraintes.

A la fin de ces 3 jours, chaque élève rédige un compte-rendu pour donner son ressenti sur la rentrée.

D'une manière générale, ils apprécient !

Le samedi suivant, tous les parents et les élèves sont invités par courrier à une réunion d'information. Ils sont réunis dans un amphi et le proviseur, l'adjoint, le chef de travaux, l'intendant, tous les profs, 1 ou 2 anciens élèves, 1 ou 2 professionnels de la compta et du secrétariat sont présents et rappellent nos exigences, sur les stages, sur leur avenir professionnel et les évolutions de carrière.

Parents et élèves sont très impressionnés !

Le dialogue peut s'instaurer entre tous les protagonistes.

Les cours commencent la 2^e semaine dans de bonnes conditions.

Brigitte BANDELIER

La réflexion étant loin d'être terminée, toute contribution est souhaitée et sera la bienvenue.

- Je souhaiterais recevoir des informations sur l'évolution des formations TERTIAIRES
 Je souhaiterais me syndiquer pour participer à la défense de l'enseignement professionnel tertiaire
 Je souhaiterais m'impliquer dans les actions de réflexions futures du SNUEP-FSU

Nom : Prénom :

Académie : Etablissement : Matière enseignée :

Adresse personnelle :

Mél. :

Merci de bien vouloir retourner le coupon au SNUEP-FSU 12 rue Cabanis 75014 PARIS
Téléchargez le bulletin d'adhésion sur le site national : www.snupep.com Contact : snupepna@snupep.com